

CHINE La lettre d'information

Le droit des travailleurs à l'organisation indépendante ne connaît pas de frontières.

Le personnel hospitalier de Hong Kong obligé de s'acheter des masques ! « *Avez-vous vu des policiers acheter eux-mêmes leurs armes pour aller au travail ?* », interroge le syndicat...

La Commission Enquête Chine s'est constituée, au lendemain de la répression du mouvement populaire de mai-juin 1989, pour exiger la libération de tous les prisonniers politiques. Dès janvier 1990, le 1^{er} Banquet de solidarité réunissait militants chinois en exil et responsables syndicaux de huit pays et en janvier 1991 un appel fut lancé lors d'une conférence à Barcelone et repris dans cinquante-trois pays : les droits ouvriers et démocratiques ne connaissent pas de frontière. En particulier le droit de constituer librement des syndicats. La Commission s'est rendue en Chine à trois reprises : enquêtes sur les prisonniers politiques et sur l'application de la loi du Travail, solidarité avec les syndicalistes de Liaoyang. Elle a participé à plusieurs rencontres internationales, notamment en Asie. Elle organise chaque année un banquet de solidarité avec le peuple chinois et édite « La Lettre d'information » deux fois par mois depuis 1994.

Éditorial

La situation semble s'améliorer. Les mesures draconiennes prises par les autorités centrales chinoises paraissent enfin ralentir la progression de l'épidémie de coronavirus, mais le bilan approche les 3000 morts ! L'épidémie de pneumonie virale, qui a contaminé près de 80000 personnes en Chine, « est une crise, une grande épreuve pour nous », a expliqué le président et secrétaire du Parti communiste (PCC) Xi Jinping le 24 février. Il a également reconnu qu'il fallait « tirer les leçons des lacunes manifestes qui sont apparues en réponse à l'épidémie », faisant apparemment allusion aux dissimulations de la vérité et retards à protéger efficacement la population. Si des cadres de Wuhan et de la province du Hubei ont été démis de leurs fonctions – que le lecteur ne se méprenne pas, ils continuent en général de toucher leurs grasses rémunérations et de bénéficier de leurs privilèges de bureaucrates –, c'est que la soupape de sécurité du cadre intermédiaire reste utile pour que le système bureaucratique dans son ensemble survive sans trop de soubresauts. Le cadre qui explique qu'on ne peut pas dire au peuple la vérité sur l'épidémie car il convient impérativement de maintenir la croissance économique et la stabilité sociale ne fait que se subordonner aux directives des échelons supérieurs du Parti, et cela jusqu'au sommet !

La situation reste grave pour le citoyen, et cela d'abord pour les travailleurs et les paysans. Que le vote des lois soit repoussé en raison du report *sine die* des sessions annuelles de l'Assemblée nationale populaire et de la Conférence consultative avec leurs 5000 délégués n'est pas bien grave. En revanche, si la direction du Parti communiste (PCC) tient réunion sur réunion et si le président Xi Jinping s'est même adressé le 24 février à 170 000 cadres par téléconférence, c'est que l'avenir semble sombre. D'abord, l'économie chinoise a connu une croissance de 6,1% en 2019, soit le taux de croissance annuel le plus bas depuis vingt-neuf ans, selon le Bureau national des statistiques, en raison d'un ralentissement de

l'économie mondiale. Ensuite, il y a l'impact de la guerre commerciale américaine sur l'emploi : les exportations ont considérablement diminué en 2019, provoquant le chômage, même s'il n'a pas fortement augmenté car de nombreux gouvernements locaux ont mis en place des politiques pour maintenir l'emploi : baisse ou suppression des cotisations sociales, subventions pour maintien de l'emploi, etc. Une politique qui ne peut pas se renouveler à l'infini... L'épidémie a poussé beaucoup de citoyens, ouvriers, paysans, autoentrepreneurs dans la pauvreté en raison de l'augmentation du chômage, de la paralysie des économies rurales, du blocage des transports et des quarantaines obligatoires. Or il y a cinq ans, Xi Jinping avait promis d'éradiquer la pauvreté absolue dans le pays et de construire ce qu'il avait appelé une « société intégrale de moyenne aisance » d'ici à 2020 !

Le paysan et le travailleur migrant. A la campagne, la fièvre porcine africaine a décimé fin 2019 les élevages de cochons par centaines de millions d'unités, puis le coronavirus a bloqué les livraisons de poussins, d'aliments et de poulets, mais aussi les livraisons de millions de tonnes de produits (pommes, châtaignes, fraises...). Quant au travailleur migrant, qu'il soit retourné chez lui pour la semaine de congé ou interdit de quitter la ville où il avait son emploi, il est de toute façon contraint d'attendre, sans paie, la réouverture de son entreprise ou la reprise des transports. Quelque 120 millions de travailleurs migrants devaient reprendre leur travail au cours de la seconde moitié de février, assurant 70% de la production industrielle et manufacturière, selon un vice-ministre des Transports, les 100 millions restants reviendront en mars si le virus est maîtrisé. Ainsi, fin février, 10 millions de travailleurs migrants n'étaient pas encore retournés au travail dans la province manufacturière du Guangdong. Les gouvernements provinciaux de la côte est ont organisé des systèmes de bus, de trains et d'avions pour ramener les travailleurs migrants dans les usines des centres manufacturiers. Ils remboursent les billets, subventionnent les entreprises qui embauchent. Et les travailleurs au chômage ? Sans paie ? Ainsi il n'est

pas étonnant de voir des rassemblements pour le versement des salaires. A Hong Kong aussi, l'industrie de la construction est sur le point de s'arrêter, et le syndicat affirme que le coronavirus a laissé 50 000 travailleurs sans emploi (voir au verso), les autres en chômage partiel en raison du manque de matériaux en provenance du continent. Nul ne sait comment cette situation va évoluer, mais les travailleurs qui ont fait le développement du pays doivent avoir le droit de défendre leurs intérêts, de connaître la vérité des faits (voir au verso), de prendre leurs affaires en main.

Interpellation de Lee Cheuk-yan ! Le secrétaire général de la confédération syndicale de Hong Kong HKCTU a été arrêté pour participation à une manifestation le... 31 août ! Il a été relâché mais inculpé. La Commission Enquête Chine a aussitôt informé tous les syndicats (voir au verso). Que cela se déroule aujourd'hui, six mois après les faits, n'est bien sûr pas sans rapport avec le rôle joué par la HKCTU dans les manifestations contre la loi anti-extradition, considérée comme une menace pour les droits démocratiques. « *Le peuple de Hong Kong se protège désormais du coronavirus, mais le peuple n'a pas oublié les cinq demandes du mouvement* », dit d'ailleurs Lee Cheuk-yan. Ming Lam, porte-parole de la HKCTU, nous explique : « *Depuis le début du mouvement anti-extradition à Hong Kong, le gouvernement a interdit 47 manifestations. C'est une attaque contre les droits civiques. Les interdictions de manifester n'ont pas empêché la population de descendre dans la rue.* » Et le pouvoir sait bien que, dans le cadre de ces manifestations, le rôle et l'indépendance de la HKCTU ont représenté un puissant encouragement à constituer des syndicats indépendants – plusieurs dizaines ces derniers mois –, alors que les syndicats hier dominants, liés au pouvoir, se rangeaient ouvertement du côté des forces de répression... L'avenir dira l'influence que ces changements auront sur le mouvement ouvrier en Chine continentale.

Vous qui êtes abonné, faites connaître cette « Lettre » ! Présentez-la autour de vous.

Lee Cheuk-yan a été arrêté !

Voici le récit qu'en fait lui-même le secrétaire général de la confédération syndicale de Hong Kong HKCTU

Vers 7h30 le 28 février 2020, six policiers sont venus me chercher à mon domicile. Sans tenir compte de mes droits civils ni de ma vie privée, la police a confisqué avec un mandat de perquisition judiciaire les vêtements, le parapluie et le sac à dos que j'avais portés au moment des manifestations et également saisi mon téléphone. L'arrestation fait partie d'une opération bien coordonnée menée par la police de Hong Kong qui a vu Yeung Sum, un politicien pro-démocratie ancien président du Parti démocrate, et l'éditeur des médias Jimmy Lai, être également arrêtés dans le même temps. Les trois interpellés ont été libérés sous caution et devront comparaître devant un tribunal début mai. Voici une traduction de l'acte d'accusation:

“Poursuites judiciaires: En violation de la loi de Hong Kong Cap 245 Ordonnance sur l'ordre public Section 17A (3) (a). Détails: Lee Cheuk Yan, vous êtes inculpé, Lai Chi Ying, Yeung Sum et vous, pour avoir participé sciemment et sans autorisation légale ni défense raisonnable à une manifestation publique le 31 août 2019 à Hong Kong qui a

enfreint l'Ordonnance sur l'ordre public de Hong Kong, ladite manifestation étant une réunion non autorisée”.

Le peuple de Hong Kong se protège en ce moment contre le coronavirus, mais il n'a pas oublié les cinq demandes du mouvement. Le combat recommencera et se poursuivra jusqu'à ce que Hong Kong soit libre et démocratique. Nous sommes encore plus menacés par l'escalade de la violence policière et la suppression de nos libertés

et droits fondamentaux que le tristement célèbre virus Covid-19. Nous devons également mener toutes les batailles juridiques auxquelles sont confrontés les manifestants : il y a déjà plus de 7000 arrestations et plus de 1000 poursuites judiciaires. Nous avons besoin que la communauté internationale continue de nous soutenir dans notre lutte pour la démocratie.

Lee Cheuk-yan
3 mars 2020

Communiqué de la Commission Enquête Chine, 28 février

La Commission Enquête Chine a appris ce jour l'interpellation par la police de Hong Kong de Lee Cheuk-yan, secrétaire général de la confédération syndicale de Hong Kong HKCTU, apparemment pour sa participation à des manifestations au mois de juillet dernier. Il serait amené à comparaître devant un tribunal le 5 mai.

La Commission Enquête Chine élève les plus vives protestations contre cette interpellation qui intervient au moment où des dizaines de syndicats se sont constitués ces derniers mois; elle exige l'abandon de toute poursuite à l'encontre de Lee Cheuk-yan. Elle exprime sa pleine solidarité à Lee Cheuk-yan, qui fut l'invité en octobre dernier à Paris du 22^e banquet de solidarité avec les ouvriers chinois et décide d'informer le mouvement syndical en France.

Paris, le 28 février 2020

Les travailleurs en première ligne et premières victimes

De « China Labour Bulletin », 3 mars (extraits)

Alors que les efforts des travailleurs de la santé à Wuhan ont, à juste titre, retenu le plus l'attention, les travailleurs de l'assainissement de la ville, les travailleurs sociaux de quartier, les chauffeurs de taxi et les livreurs ont joué un rôle essentiel dans le fonctionnement de la ville. Des milliers de travailleurs de la construction à Wuhan et dans d'autres villes ont été recrutés pour construire ou rénover des hôpitaux destinés à soigner les personnes infectées par le Covid-19. Ils ont travaillé sans relâche pour réaliser ces projets en un peu plus d'une semaine. Malheureusement, des rapports montrent que des travailleurs de la construction n'étaient pas payés ou furent infectés parce qu'ils n'avaient pas d'équipements de protection. En différenciant ou en exonérant les employeurs des cotisations d'assurance sociale pendant une période pouvant aller jusqu'à cinq mois, le gouvernement risque des conflits du travail plus tard dans l'année si les entreprises mettent la clé sous la porte sans payer les cotisations d'assurance sociale des salariés, les salaires en souffrance ou toute autre forme de compensation.

De la presse de Hong Kong

Le secteur de la construction à Hong Kong est proche de la paralysie et le syndicat affirme qu'avec le coronavirus 50 000 ouvriers se retrouvent sans travail, selon « South China Morning Post » (24 février). Le Syndicat général des employés de la construction pointe les problèmes d'approvisionnement en raison de la fermeture d'usines en Chine continentale. Les patrons disent que 80 000 autres

travailleurs ont vu leur travail réduit à un ou deux jours par semaine. Selon le syndicat, la moitié de ses 57 000 membres étaient désormais au chômage. Sur les 250 000 ouvriers du secteur, un cinquième ont été licenciés tandis qu'un tiers des travailleurs qui avaient la chance d'avoir encore un emploi avaient été réduites à travailler un ou deux jours par semaine.

Pas de masques pour les pauvres à Hong Kong !

Dans une enquête menée auprès de 397 personnes interrogées, âgées de 36 à 50 ans, l'ONG anti-pauvreté Society for Community Organisation (SoCO) a constaté que seulement 33,2% des familles ont déclaré qu'elles pensaient pouvoir se permettre des désinfectants et autres articles de protection contre les virus - y compris du savon et de l'eau de Javel - tandis que 66,8% ont dit qu'elles n'en avaient pas les moyens. Plus de 60% des personnes interrogées dans cette enquête ont déclaré que le revenu mensuel de leur ménage avait diminué de près de moitié - ce qui représente une diminution d'environ 230€ à 700€ - en raison de la diminution des offres d'emploi.

Plus de 93% des personnes interrogées étaient des femmes (ménage moyen de quatre personnes). La plupart d'entre elles occupent des emplois manuels : 27,2% travaillaient dans la construction, 20,7% dans les services à la personne, 16,9% dans les restaurants et autres. Le revenu mensuel moyen des ménages des personnes interrogées, hors allocations de sécurité sociale et autres, variait entre 1150€ et 2300€ (source : HKFP, 25 février)

« On attend une explication »

Fang Gang, écrivaine et blogueuse de Wuhan

« Bloquer neuf millions de personnes chez elles est un spectacle dont vous ne pouvez pas être fier. Il faut creuser pour aller à la racine de cette affaire. Bien qu'il existe de nombreux journalistes lèche-bottes en Chine, il n'en manque pas non plus de très courageux. Ces derniers jours, nous avons vu un groupe de journalistes poser des questions rudes et aller au fond des choses. À l'ère d'Internet -- où les journalistes enquêtent en creusant et les internautes travaillent ensemble pour reconstituer la vérité des choses, les moments clés et les lieux des événements --, les secrets qui ont été scellés et cachés finiront par venir au jour.

Quoi qu'il en soit, nous devons aller au fond de certaines choses. Par exemple, trois groupes d'experts sont venus à Wuhan. Qui étaient ces gens qui sont venus ? Par qui étaient-ils dirigés ? Qui les a hébergés à Wuhan ? Quels hôpitaux ont-ils visités ? Dans quels départements sont-ils allés ? Combien de réunions ont-ils eues ? Qui a pris la parole lors de ces réunions ? Quels médecins ont été interrogés ? Quelles réponses ont été données ? Quels rapports ont-ils examinés ? Qu'ont-ils appris sur la situation ? Quelles conclusions ont finalement été tirées ? Qui a validé ces conclusions ? Etc. Après tout, les mots “pas de transmission de personne à personne”, “évitable

et contrôlable”, ont causé de grandes souffrances aux habitants de Wuhan. Une fois que vous aurez enquêté à ce niveau de précision, je pense que vous trouverez les menteurs. Pourquoi les menteurs ont-ils menti ? Qui leur a ordonné de mentir ? Savaient-ils qu'ils mentaient ? Ou savaient-ils qu'on les trompait tout en étant prêts à croire à la duperie ? Avaient-ils besoin d'être trompés ? Qu'ils soient officiels ou experts, nous devons pouvoir découvrir la vérité en passant au peigne fin les fils un à un. Une catastrophe comme celle-ci ne peut se conclure par un simple limogeage ou une mutation. Pour les habitants de Wuhan, le principal coupable et ses complices ne peuvent être pardonnés, pas un seul ! Les plus de 2000 personnes (encore plus compte tenu de celles qui ne sont pas comptabilisées dans les statistiques), leurs âmes assassinées et leurs familles, le personnel médical travaillant jour et nuit et risquant leur vie pour sauver des gens, les neuf millions d'habitants qui luttent pour vivre à Wuhan, les cinq millions de sans-abri errants qui ne peuvent pas rentrer chez eux - chacun d'eux tiendra le coupable et ses complices pour responsables. Et maintenant, on attend. D'abord que la ville s'ouvre, puis une explication. » (source : extraits d'un texte publié par CDT)